

eco

EDITION FRANCOPHONE



EDITION FRANCOPHONE

ECO est publié par les ONG depuis la Conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à la COP18 / MOP8 à Doha. Pour recevoir ECO par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à ecodiffusion-subscribe@rac-f.org ou consulter le site www.rac-f.org et sur Twitter [@RACFrance](https://twitter.com/RACFrance)

FINANCEMENTS CLIMAT : IL EN FAUT PLUS ! PAS MOINS !

Chers négociateurs fraîchement débarqués, préparez vous au bruit strident de la sonnette d'alarme que ne manqueront pas de tirer les pays les plus vulnérables au changement climatique quand ils poseront la question qui fait mal : que se passe-t-il après la fin des financements précoces fin 2012 ?

Et que fait-on maintenant qu'il n'y a plus de doute que les financements précoces auraient du s'appeler « farce-start » au lieu de « fast-start »? Pour ceux qui en doutent encore, ECO a additionné les chiffres et estime que seulement 33% des financements étaient « nouveaux » par rapport aux engagements pris avant Copenhague et que seulement 24% de l'argent était additionnel aux promesses d'aide existantes. Par dessus le marché, seulement 1/5 des financements ont financé l'adaptation, et moins de la moitié étaient du don. Il nous semble que les élus et négociateurs des pays développés doivent ressortir leurs manuels scolaires pour réviser l'équation « nouveau, additionnel,

prévisible, adéquat et équilibre entra adaptation/atténuation pour faire face aux besoins croissants des pays ».

Et pour ceux qui ont besoin de visualiser les « besoins croissants », ECO vous invite à compter le nombre sans précédent de désastres liés aux impacts du changement climatique en 2012 qui – additionnés au niveau de la mer qui monte et qui salinise les systèmes d'eau douce et les terres agricoles – alourdit un peu plus chaque jour la facture de la pollution. Les 100 milliards promis à Copenhague sont de plus en plus insuffisants pour faire face aux conséquences de notre inaction...

Ici à Doha, nous nous apprêtons à tomber dans un vide financier au moment où justement nous avons besoin d'augmenter, et non diminuer, nos efforts financiers. ECO est très inquiet de voir les pays développés arriver à Doha les mains vides. - suite p.2

Climat et sécurité alimentaire : attention aux fausses solutions !

Garantir le droit à l'alimentation dans un monde de contraintes climatiques ? Face à ce défi, le lancement d'un nouveau programme de travail sur l'agriculture, en débat depuis Durban, pourrait ouvrir la porte à plusieurs « fausses solutions » :

→ La « **climate-smart agriculture** » : ce concept, qui mise prioritairement sur l'augmentation « durable » des rendements, néglige l'impact différencié des agricultures industrielles et familiales sur la sécurité alimentaire locale et l'environnement. Or il est crucial de rappeler que « les systèmes de production diversifiés, à petite échelle, des pays en développement offrent les meilleures perspectives d'amélioration des moyens de subsistance » ; Alors que l'agriculture industrielle à grande échelle, avec un fort apport d'intrants externes, génère d'importants niveaux d'émissions de GES.

→ L'intégration de l'agriculture aux marchés carbone, portée par certains comme solution pour garantir l'atténuation de l'agriculture tout en mobilisant des ressources financières pour l'adaptation, est discutable tout d'abord d'un point de vue environnemental. En effet, il est très difficile de mesurer le carbone contenu dans les sols agricoles, et il est impossible de garantir que le carbone y soit stocké durablement. De plus, les grandes exploitations agricoles seront les plus susceptibles d'attirer les investissements du fait de la complexité et des coûts de développement des projets de compensation carbone.

- suite p.2



- Suite de l'article *Et ça repart ?*

La confiance dans les 100 milliards risque de se gangrener un peu plus encore. Faut-il rappeler qu'en prenant les financements climat en otage, les pays développés mettent en péril l'accord mondial en 2015 ?

Heureusement, ECO laisse deux semaines en plus aux pays pour revoir leurs positions et...

Accroître les financements climat – ECO ne partira pas de Doha sans la certitude que les financements climat continuent et augmentent en 2013. Entre 2013 et 2015, les pays développés doivent doubler les volumes de financement public par rapport aux financements précoces, dont 10 à 15 milliards de dollars devront être dédiés au Fonds Vert au cours de cette même période.

Progresser sur les sources – pour dormir sur ses deux oreilles, ECO a besoin d'y voir clair sur la trajectoire prévue vers les 100 milliards de dollars par an promis en 2020. Progresser sur la mise en œuvre des sources de financement à fort potentiel sera clé pour prévoir des financements pérennes et à la hauteur des enjeux. Mais à condition que les pays développés y mettent plus de cœur. ECO soutient notamment la recommandation du rapport du Programme sur les Financements de Long-Terme qui appelle à créer un groupe d'experts de l'OMI,

OACI et CCNUCC pour examiner différentes options de financement climat pour le transport international. ECO donnera un 20 sur 20 aux pays qui alloueront au moins 25% de la taxe sur les transactions financières européennes au Fonds Vert.

Renforcer la transparence et la comptabilisation – Avec les « farce-start », ECO a appris comment maquiller l'existant en nouveau et additionnel. Désormais, ECO souhaite compléter sa formation en comptant honnêtement et justement. En s'appuyant sur les acquis de Durban, les parties doivent s'accorder sur les formats pour rapporter et vérifier que les financements sont bien nouveaux et additionnels, et répartis de manière équilibrée entre adaptation et atténuation. Il est urgent que les financements soient rapportés de manière transparente et vérifiable.

Enfin, ECO a l'intention de ne pas lâcher sur la nécessité d'un espace politique de haut niveau pour négocier les financements après la clôture de l'AWG-LCA. Quel que soit l'espace de négociation, les financements ne peuvent être relégués au statut de question technique. Il n'y a rien de technique lorsqu'on est victime d'une catastrophe climatique. Les vies et modes de vie sont en jeu, la question des financements pour les sauver mérite d'être prise plus qu'au sérieux.

- Suite de l'article *Climat et sécurité alimentaire : attention aux fausses solutions!*

Ce type de projets ne bénéficiera en aucun cas à agriculture familiale, pourtant la plus vulnérable face aux changements climatiques. Enfin, cette solution risque d'encourager l'accaparement des terres via l'expansion de l'agriculture à grande échelle et la privatisation d'espaces naturels.

Face aux crises alimentaire et climatique, il faut se concentrer sur les besoins d'adaptation et de sécurisation des petits producteurs. Le potentiel de l'agro-écologie doit également être valorisé. A cet égard, il est essentiel de faire le lien avec les travaux du Comité sur la Sécurité Alimentaire Mondiale d'octobre 2012 sur « sécurité alimentaire et changement climatique ». Il convient également de clarifier l'objectif et la valeur ajoutée d'un nouveau programme de travail sur l'agriculture dans le cadre de la CCNUCC (par exemple, par rapport au programme de travail de Nairobi qui aborde la question de l'agriculture sous l'angle adaptation), et de se montrer le cas échéant vigilants sur ses orientations. S'il faut privilégier une approche intégrée des enjeux d'adaptation et d'atténuation, celle-ci doit nécessairement être différenciée selon les modèles de production agricole, leur vulnérabilité et leur responsabilité en termes d'émissions (agriculture industrielle/agricultures familiales).

Sarah Fayolle (CCFD-Terre Solidaire)
et Emilie Johann (CIDSE)

Fossile du Jour

Le première place du Fossile du jour est décernée aux **USA, Canada, Russie, Japon et Nouvelle-Zélande** pour leur refus de s'engager dans un cadre multilatéral juridiquement contraignant. Pour les Etats-Unis - sérieusement, surmontez votre « exception américaine » et acceptez les règles communes de comptages déjà décidées. Canada, il nous est très difficile de trouver des mots *diplomatiquement corrects* dans ce Fossile du jour pour décrire votre attitude, mais reprenons-nous - se retirer du Protocole de Kyoto est totalement inacceptable et votre objectif est une insulte aux plus vulnérables. En ce qui concerne le Japon, la Russie et la Nouvelle-Zélande - vous avez encore une chance de soutenir des règles juridiquement contraignantes et de vous engager sur des objectifs ambitieux pour la deuxième période d'engagement (ce qui signifie pas de report de l'air chaud,

Russie). Nous cherchons à avoir de vos nouvelles d'ici la fin de la semaine, parce que franchement, voulez-vous être cantonné à ce groupe à faible ambition ?

La seconde place du Fossile revient à la **Nouvelle-Zélande**. Contrairement à son voisin de l'Ouest, la Nouvelle-Zélande a décidé de ne pas se fixer d'objectif contraignant pour la deuxième période d'engagement, en invoquant des prétextes fallacieux alors que la réalité est toute simple : ce pays fait preuve d'une grande irresponsabilité. Ce sont ses partenaires des îles du Pacifique qui devraient réfléchir à deux fois avant de faire confiance à nouveau à la Nouvelle-Zélande !

Le Rayon du jour nous arrive de l'Union Européenne (UE) pour avoir déjà atteint son objectif de 2020, près de 10 ans en avance !



Elle est vraiment la plus rapide des sous-performants du Protocole de Kyoto ! Mais attendez !? L'UE nous a dit qu'elle n'avait pas l'intention d'augmenter son objectif, déjà atteint, de 20% de réduction des gaz à effet de serre pour 2020. C'est scandaleux! L'UE a-t-elle vraiment l'intention de ne réaliser AUCUNE nouvelle réduction de ses émissions pour les dix prochaines années ? UE - entre nous - vous devriez augmenter rapidement votre engagement ou les nuages vont apparaître et il va commencer à pleuvoir des fossiles sur votre table de négociation.

OBAMA : LE CHANGEMENT, C'EST MAINTENANT ?

Dans le discours qu'il a adressé après avoir été réélu pour un second mandat, le Président Obama a de nouveau soulevé l'espoir des nombreuses personnes dans du monde qui s'inquiètent du changement climatique quand il a annoncé *"Nous voulons que nos enfants vivent dans une Amérique qui ne soit pas plombée par la dette, qui ne soit pas affaiblie par l'inégalité, qui ne soit pas menacée par la puissance destructrice d'une planète qui se réchauffe"*. Cet espoir a continué de vibrer quelques jours plus tard lorsqu'à l'occasion d'une conférence de presse, en répondant à une question des médias sur le climat, il a dit qu'il réfléchissait à initier *"une discussion nationale..."* afin de voir *"comment nous pouvions déterminer un agenda qui permette de recueillir un soutien des deux camps afin de faire avancer cette question... et... d'être un leader international"* sur le changement climatique. Le Président Obama a semblé comprendre que le changement climatique est une question persistante, à laquelle n'a pas été apportée de réponse adéquate durant son premier mandat.

La question devient alors : et maintenant ? Durant son second mandat, le Président Obama fera-t-il preuve d'une action ambitieuse pour réduire la menace que le changement climatique fait peser sur les États-Unis et le monde, en opérant la transition de l'économie américaine vers le zéro-carbone, et fera-t-il de la question une pièce maîtresse de la politique extérieure américaine ?

Dans la prolongation des conséquences de l'ouragan Sandy ainsi que de la sécheresse, des feux de forêts et des autres événements climatiques extrêmes qui ont affecté les États-Unis durant la dernière année, il est clairement temps pour le Président Obama de procéder à une remise à zéro de sa politique climatique, au niveau national autant qu'international.

Tout d'abord, le monde doit entendre ici à Doha de la part du Président et de son équipe de négociation qu'ils restent complètement engagés à maintenir l'élévation du niveau global des températures largement sous la barre des 2°C - ce qui reste non seulement possible mais même essentiel - et que les États-Unis vont s'affirmer comme le leader de cet effort collectif.

L'administration devra alors clarifier comment elle compte atteindre son objectif actuel de réduction de 17 % des émissions américaines. Alors que ces dernières diminuent légèrement, à la fois du fait des politiques en faveur des énergies renouvelables et de la sobriété énergétique des véhicules, et du fait de la baisse drastique des prix du gaz naturel qui ont réduit l'utilisation du charbon pour la production d'électricité, il est peu probable que, sans une réglementation ou une législation plus contraignante, l'administration Obama parviendra à mettre les États-Unis sur la voie de la quasi-suppression des émissions qui est appelée par la communauté scientifique pour la moitié du siècle.

Enfin, les délégations présentes à Doha doivent entendre que les États-Unis restent volontaires pour remplir leur part des engagements de Copenhague de mobiliser 100 milliards de dollars annuels pour les financements climat d'ici à 2020, ainsi que pour annoncer quelles innovations financières l'administration est prête à soutenir pour atteindre cet objectif.

Ces quatre étapes constitueront un long chemin pour ré-initialiser la politique climatique des États-Unis. Elles prouveraient qu'au lieu de niveller le monde par le bas au niveau de ce qui est (ou n'est pas) possible aux États-Unis, le Président Obama et son équipe vont élever leur action au niveau de ce que la science et le monde exigent pour éviter un changement climatique catastrophique.

Un dernier point pour finir : chaque entraîneur sait que lorsque votre équipe est menée de plusieurs buts à la mi-temps, un changement de tactique n'est peut-être pas suffisant ; il est peut-être aussi temps de procéder à quelques changements de joueurs.

REMERCIEMENTS

Cet ECO a été réalisé avec l'aide financière du ministère français de l'écologie (MEDDE). Le contenu relève de la seule responsabilité de Réseau Action Climat et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de ce partenaire. Le RAC-F remercie tous ceux qui ont participé à la rédaction de ce numéro : Fabien Pommier, Sarah Fayolle, Célia Gautier, Emilie Johann, Valéry Larammée de Tannenber, Alix Mazounie, Marc Mossalgue et Gwenaél Wasse.

BARACK OBAMA
2020

**“ I'M SORRY.
WE COULD HAVE STOPPED
CATASTROPHIC CLIMATE
CHANGE... WE DIDN'T. ”**

COPENHAGEN 2009 ACT NOW - CHANGE THE FUTURE

tcktcktck GREENPEACE

Campagne d'affichage dans le métro de Copenhague en décembre 2009, à l'occasion de la COP15.